



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 27 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 février 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

B. BRAUN MEDICAL

30 avenue des Temps Modernes
86360 Chasseneuil-Du-Poitou

Références : 2026 284 Ubd16-86 ENV86
Code AIOT : 0007207773

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 février 2026 dans l'établissement B. BRAUN MEDICAL implanté 30 avenue des Temps Modernes 86360 Chasseneuil-du-Poitou. L'inspection a été annoncée le 26 janvier 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'opération « coup de poing » régionale relative au risque chimique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- B. BRAUN MEDICAL
- 30 avenue des Temps Modernes 86360 Chasseneuil-du-Poitou
- Code AIOT : 0007207773
- Régime : Déclaration avec contrôle

L'activité de l'établissement est la fabrication et la commercialisation de dispositifs médicaux. Elle comprend un four destiné au traitement thermique, installation classée à déclaration contrôlée au titre de la rubrique 2561 : « Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages ». Le site est certifié ISO 14001. Un récépissé de déclaration en date du 15 décembre 2009,

faisant suite à la déclaration du 26 novembre 2009, permet à B. BRAUN MEDICAL d'exploiter cette installation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 31 et 35
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 2.10
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 2.10
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 3.5
6	Contrôle périodique et situation administrative	Code de l'environnement du 24 février 2026, articles R.512-55 et R.512-66-3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de notre visite au regard des points abordés relatifs aux risques chimiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, articles 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p>Prescriptions contrôlées :</p> <p>Article 31 : « Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. »</p> <p>Article 35 : « Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de notre visite, il a été constaté la disponibilité des fiches de données de sécurité, notamment celle de l'éthylène glycol, produit de polissage utilisé dans le cadre de l'activité ICPE soumise à déclaration contrôlée sous la rubrique 2561 (production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages).</p> <p>Les employés reçoivent, dans le cadre de leur formation initiale lors de leur prise de poste, une sensibilisation aux consignes de sécurité liées au stockage et à l'utilisation des produits dangereux employés. Une sensibilisation annuelle est également réalisée. Une formation sur les risques chimiques, tous les trois ans, est également assurée par un organisme extérieur.</p> <p>L'accès aux fiches de données de sécurité est disponible via le réseau interne de l'entreprise ou</p>

dans le cadre des consignes de sécurité affichées au droit des postes de travail.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : <i>« Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises »</i>
Constats : La mise en œuvre des prescriptions mentionnées dans la fiche de données de sécurité de l'éthylène glycol n'appelle pas de remarques de notre part, de même que les mesures de maîtrise des risques. Les mesures de lutte contre l'incendie sont adaptées. En cas de déversement, une rétention adaptée est présente aussi bien dans le local de stockage qu'au poste de travail, au niveau de l'armoire dédiée au stockage journalier. À noter également la présence d'équipements de sécurité adaptés et de kits antipollution au poste. Les dispositions relatives à l'élimination des déchets, assurée mensuellement par la société AVSP, n'appellent pas non plus de remarque suite à l'inspection réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : <i>« Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i> <i>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</i> <i>50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</i> <i>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</i> <i>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, avec un minimum de 800 litres, si cette capacité excède 800 litres.</i> <i>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, s'il existe, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. [...] »</i>
Constats : Tous les produits liquides sont stockés sur rétention dans un bâtiment constitué de deux locaux donnant directement sur l'extérieur : un local 1 (« base ») disposant d'une capacité de rétention de

2 190 litres et un local 2 (« acide ») disposant d'une capacité de rétention de 810 litres. Ces capacités sont adaptées au regard de l'état des stocks transmis et constatés sur site. À noter l'absence de réservoir fixe ou de stockage enterré.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : « [...] <i>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. [...]</i> »
Constats : Le site comporte un bâtiment comprenant deux locaux (« acide » et « base ») disposant de rétentions séparées pour les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble. Lors de notre visite, aucune incompatibilité de stockage n'a été constatée. À noter qu'une procédure interne relative à la maîtrise des produits chimiques dangereux, l'affichage des consignes de sécurité aux postes de travail ainsi qu'une formation triennale aux risques chimiques réalisée par un organisme extérieur constituent les moyens de maîtrise du risque d'incompatibilité mis en place sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : « <i>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</i> »
Constats : Lors de notre visite, un état actualisé des stocks de produits dangereux ainsi qu'un plan de localisation des risques ont été présentés et n'appellent pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle périodique et situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24 février 2026, articles R.512-55 et R.512-66-3
Thème(s) : Autre, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : Article R.512-55 : « <i>Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9. [...]</i> » Article R.512-66-3 : « <i>Les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</i>

définie à l'article R. 511-9 du code de l'environnement pour lesquelles l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est requise sont les suivantes : [...] 2561 »

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport de contrôle périodique daté du 29 février 2016, réalisé par la société Apave, au titre de la rubrique 2561 « Installations de travail mécanique des métaux ». Le rapport indique qu'aucune non-conformité majeure ni autre non-conformité n'a été relevée. L'exploitation étant certifiée ISO 14 001, la périodicité du contrôle périodique est fixée à 10 ans.

Lors de notre visite, l'exploitant a indiqué qu'une réflexion était en cours concernant l'arrêt de son activité relevant du classement au titre de la rubrique précitée.

Dans un délai d'un mois, il conviendra soit de nous transmettre le contrôle périodique qui sera réalisé, soit de procéder à la cessation de l'activité en informant l'inspection des installations classées.

En cas d'arrêt de cette activité, l'exploitant devra faire attester la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

Type de suites proposées : Sans suite